

Facilitation des Compétences Entrepreneuriales pour le Secteur Informel : Aperçu du Secteur Tertiaire Camerounais

Fomba Emmanuel Mbebeb,
Unité de Psychologie
Université de Dschang, Cameroun

Email: fombaem@yahoo.com

Rés : 237 3310 6580

Mob : 237 7777 2835

Sous-thèmes : Programme d'enseignement et enseignement : l'engagement communautaire

Facilitation des Compétences Entrepreneuriales pour le Secteur Informel : Aperçu du Secteur Tertiaire Camerounais

Résumé

Quoi qu'il soit reconnu que les stratégies de développement durable du capital humain sont parties intégrantes de la politique d'enseignement supérieur, le secteur tertiaire camerounais continue d'être confronté à une crise de pertinence et de qualité. Tandis que la majorité des diplômés souffrent du syndrome de recherche d'emploi, les non-diplômés et apprentis qualifiés du secteur informel dominent les initiatives entrepreneuriales. L'enseignement offert est d'ailleurs perçu comme renforçant une mentalité de « col blanc », une culture entrepreneuriale dormante et une psychologie endémique de dépendance. La principale source d'inquiétude est de savoir si la formation traditionnelle sous forme d'apprentissage basé sur l'engagement communautaire est plus efficace en termes de mise en condition entrepreneuriale que les systèmes académiques ; ce qui suscite une grande préoccupation par rapport aux mesures de durabilité du système académique. Le présent document en faisant de l'opérationnalisation de la compétence entrepreneuriale une mesure d'enseignement durable, analyse le lien qui existe entre les dispositions éducationnelles existantes et la compétence entrepreneuriale. Malgré les efforts politiques en cours, le document soutient l'idée que les stratégies actuelles ne peuvent constituer de façon remarquable, une plateforme durable pour la facilitation du développement de compétences entrepreneuriales et du secteur informel. La discussion est orientée vers les approches axées sur l'université et le relèvement des compétences en réponse aux exigences immédiates et ultérieures de durabilité du secteur informel.

Mots clé : secteur tertiaire ; développement durable, enseignement durable, compétence entrepreneuriale, Développement du secteur informel.

Introduction: Sept ans après l'adoption par les Nations Unies (ONU) de la Décennie de l'Education pour le développement Durable (ONU, 2002), l'avenir des jeunes diplômés du Cameroun continue d'être caractérisé par des incertitudes dues à l'inaptitude avérée des institutions de l'enseignement supérieur à intégrer efficacement les entrées dans les emplois du secteur informel. Ce bourbier a aussi été réitéré par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) : le défi de l'emploi des diplômés en Afrique a fait l'objet des rencontres de haut niveau dans un passé récent. En dépit des débats et des efforts déployés en vue d'assurer le développement durable de l'enseignement, Sriram et Mersha ont regretté le niveau élevé de la pauvreté dans des pays tels que l'Inde et la Chine, dont les économies sombrent profondément dans la

pauvreté. Quoique la question du développement durable en Afrique soit d'une importance capitale, elle est aussi paradoxale, vu les ressources abondantes dont elle dispose et l'aide au développement dont elle bénéficie. La gestion durable des ressources réside dans la base du capital humain qui dépend logiquement des systèmes d'éducation et des stratégies d'apprentissage. Tandis que Brennan (2005) considère l'éducation comme une réponse viable au changement des tendances de l'emploi, à l'organisation du travail et aux exigences liées aux compétences, Bloom et al (2006) met en exergue le rôle de l'enseignement supérieur dans la concurrence basée sur les connaissances dans une économie en pleine mondialisation en termes d'innovation et de performance intersectorielle. Le secteur indigène de l'économie africaine est devenu un élément de la croissance des économies nationales, et une source de croissance et de redistribution, de création d'emplois et de richesse familiale (Katseli, 2005). Etant donné que le secteur informel est devenu un secteur de survie caractérisé par des activités entrepreneuriales, il est impératif pour l'enseignement supérieur de faciliter les aptitudes des diplômés à articuler des stratégies de croissance pour le secteur.

La durabilité de toute société dépend de la pensée et du comportement durables, qui sont des produits des systèmes d'enseignement. Ceci justifie l'importance que lui accorde l'ONU en adoptant de nouveaux comportements et pratiques en vue de sécuriser l'avenir à travers l'apprentissage basé sur les valeurs, la pensée critique et les approches à méthodes multiples. Etant donné que la facilitation de la transition des jeunes de l'école vers les lieux de travail est considérée comme la grande responsabilité des systèmes d'enseignement (Atchoarena, 2000), l'ESD est devenue une partie essentielle de la stratégie de développement humain ; le renforcement des attitudes et compétences axées sur la demande. En ce qui concerne Rohweder (2007), l'ESD commence avec les défis liés aux situations sociétales et aux opportunités de développement. La timide entrée des jeunes dans le secteur informel a requis la mise en condition de l'aptitude entrepreneuriale comme mesure viable d'éducation durable dans les programmes. Etant donné que les activités de survie sont caractérisées par des initiatives entrepreneuriales informelles, la facilitation de compétences entrepreneuriales devient un défi majeur pour les stratégies de formation des institutions de l'enseignement supérieur en leur qualité de principale industrie de production de main d'œuvre.

La durabilité de l'enseignement de l'entrepreneuriat : De solides relations ont été établies entre l'entrepreneuriat et l'éducation durable en ce qui concerne l'auto-emploi et les moyens d'existence durables. Kafka & Stephenson (2005) ont expliqué le fait que l'enseignement de l'entrepreneuriat est nécessaire pour la maximisation des avantages liés à la formation plus technique dans le contexte d'un secteur informel dominant. Pour Ingrid et Yoshie (2006), l'éducation durable doit commencer dès la petite enfance, étant donné que les valeurs, attitudes, comportements et aptitudes acquises en cette période peuvent avoir un impact durable sur la vie future de l'individu. Si l'enseignement de l'entrepreneuriat est une stratégie pour renforcer la capacité de l'individu à voir et exploiter les opportunités dans un contexte économique, social et culturel (Inger, 2006), il constitue alors une stratégie proactive dans la mise en valeur des caractères entrepreneuriaux, dans les organisations et sociétés. Ceci implique que les aptitudes à la vie d'entreprise transcendent le contexte d'entreprise pour les aptitudes à la vie en

général, qui assurent l'adaptabilité aux initiatives non-entrepreneuriales. Phoha (2008) a aussi observé que l'entreprenariat est un véritable moteur de développement économique et de compétitivité ; et que les décideurs politiques et les universitaires ont reconnu la relation qui existe entre l'innovation pertinente et le développement des affaires dans la croissance et la durabilité du secteur informel. Le développement de la concurrence productive par le biais des activités d'apprentissage pratiques dans les programmes HE est par conséquent une condition préalable pour le développement du secteur informel et de la croissance macroéconomique durable.

Analyse du secteur : Depuis la crise économique des années 80, au Cameroun, il y a eu compression des emplois dans la fonction publique ; d'où le besoin rigoureux du développement du secteur privé (PSD) ; et du secteur informel en particulier. En 1990, le gouvernement a formulé diverses stratégies en vue de libéraliser l'économie, avec le rôle croissant du secteur tertiaire dans l'intégration des diplômés dans les emplois du secteur privé. La réforme des universités (1993) a été conçue pour décentraliser les universités d'Etat, améliorer la formation professionnelle et garantir le développement durable du secteur privé. Le Tableau 1 montre la croissance de la population estudiantine après la réforme.

Fig. 1: Evolution de l'inscription d'étudiants dans l'Université du Cameroun de 1998/1999 à 2005/

| Années | Buea | Douala | Dschang | Ngaoun dere | Yaounde 1 | Yaounde 2 | Total |
|------------|------|--------|---------|----------------|--------------|--------------|--------|
| 1998/99 | 5052 | 11376 | 8776 | 3082 | 21257 | 10661 | 60214 |
| 1999/2000 | 5834 | 8847 | 10518 | 3424 | 19459 | 11198 | 59280 |
| 2000/2001 | 6112 | 10786 | 11291 | 4695 | 20167 | 10884 | 63135 |
| 2001/2002 | 6519 | 10326 | 11656 | 6938 | 22889 | 12763 | 71091 |
| 2002/2003/ | 7282 | 12316 | 10321 | 7407 | 22065 | 14714 | 74105 |
| 2003/2004 | 8978 | 15122 | 8868 | 8639 | 23731 | 15324 | 80662 |
| 2004/2005 | 8689 | 10650 | 9852 | 9774 | 25523 | 18816 | 91334 |
| 2005/2006 | 9668 | 20432 | 11436 | 11050 | 29752 | 22959 | 105297 |

Source : Institut National de Statistiques 2006

Le décret sur l'Orientation de l'Enseignement Supérieur (2001) s'est focalisé sur les orientations professionnelles et le rôle accru du secteur privé dans la gouvernance universitaire et la formation de la main d'œuvre. En dépit de l'esprit de la réforme de 1993 et du décret de 2001, le taux de chômage des diplômés est en hausse, tel que présenté dans le Tableau 2 ; mettant ainsi en cause les dispositions d'initiatives d'enseignement durable.

Fig. 2: Niveaux d'éducation et taux de chômage

| Niveau d'éducation | Urbain | | Rural | | Cameroun |
|--|--------|---------|-------|---------|----------|
| | Male | Femelle | Male | Femelle | |
| Non scolarisée | 3,60 | 2,30 | 0,30 | 0,20 | 0,50 |
| Ecole Primaire | 7,00 | 8,60 | 2,00 | 1,50 | 3,10 |
| Enseignement Secondaire général (1 ^{er} Cycle) | 9,80 | 17,2 | 1,30 | 4,40 | 7,30 |
| Enseignement Secondaire général (2 ^{ème} Cycle) | 9,80 | 22,0 | 3,20 | 4,60 | 10,7 |
| Enseignement Secondaire technique (1 ^{er} Cycle) | 11,9 | 12,4 | 5,60 | 1,80 | 8,50 |
| Enseignement Secondaire technique (2 ^{ème} Cycle) | 12,2 | 19,5 | 1,30 | 0,80 | 11,8 |
| Enseignement supérieur | 12,2 | 19,4 | 11,5 | 40,4 | 13,4 |
| Total | 8,80 | 1,90 | 1,90 | 1,50 | 4,40 |

Source: INS/EESI 2005, Phase 2

Malgré les des stratégies en cours, le taux de chômage est passé de 08,10% (2001) à 10,70 (2005) – Enquête-ménage. Les dispositions et préférences en matière de recherche d'emploi s'analysent aussi comme suit : demandeurs d'emplois indifférenciés (60%) ; préférence salariale (22%), et préférence d'indépendance (18%). La préférence d'indépendance a le taux le moins élevé, indiquant ainsi des attitudes entrepreneuriales peu favorables et des difficultés dans le secteur informel. L'adoption du programme Licence, Maîtrise et Doctorat (LMD) est un autre point de repère de la réforme, et selon le Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP) (2007), elle est destinée à diversifier la formation professionnelle suivant les besoins du marché du travail : « Ouvrir les universités aux entreprises, et les entreprises aux universités ». Ces mesures durables sont prometteuses et il est attendu que la rentabilité de l'investissement soit élevée.

Historique du problème et objectifs : Vu que l'éducation durable est la capacité des universités à garantir des emplois durables, il y a des indicateurs qui démontrent que l'enseignement supérieur (HE) au Cameroun ne produit pas les compétences requises pour le secteur informel. Tandis que les diplômés souffrent de dépendance et de détresse psychologiques endémiques, en éprouvant le besoin impérieux de postes de « cols blancs », les non-diplômés et les apprentis issus de la formation informelle dominent les secteurs entrepreneurial et informel (Fomba, 2008). Contrairement à la Malaisie où Othman, Ghazali, & Sung (2006) ont trouvé que la majorité des entrepreneurs (64,5%) sont diplômés de l'enseignement supérieur, le contraire s'observe au Cameroun. Les stratégies HE ont été par conséquent perçues comme compromettant l'avenir des générations présentes et futures. Avec les exigences changeantes et la pression du marché du travail, certains diplômés s'aventurent dans le secteur de la survie en qualité d'« entrepreneurs par nécessité », en raison de l'instinct de survie. Les objectifs spécifiques de l'étude sont de :

1. Déterminer si les programmes de formation universitaires considèrent l'enseignement de l'entrepreneuriat comme une mesure d'éducation durable;

Centre hautement centralisé, qui est focalisé sur le financement, les étudiants et toutes les activités

Centre hautement décentralisé, Chaque unité dispose de sources de financement indépendantes, de ses propres étudiants et facultés

Source : Stretcher et al., 2002

L'Enseignement Supérieur et le défi du secteur informel : Avant la réforme de 1993, les programmes académiques ne disposaient pas de véritables politiques pour le secteur informel étant donné que la création d'institutions professionnelles (*grandes écoles*) visait à produire des élites néocoloniales pour la fonction publique. L'Etat a alors offert des bourses indifférenciées, créant ainsi la dépendance psychologique avec de grandes attentes de la fonction publique en termes de subsistance. Par conséquent, l'université devint plus un service social qu'une industrie dotée d'un esprit commercial vu que la valeur du rendement économique ne pouvait équivaloir aux intrants. « La formation à l'emploi » était du ressort des seules *Grandes Ecoles*, où les diplômés obtenaient directement l'emploi dans la fonction publique. Selon Mesuse (2007) la formation produisait des diplômés plus européens dans leurs attitudes et leur comportement, et qui n'avaient les aptitudes requises pour le secteur informel.

Une caractéristique importante de la réforme de 1993 a été l'intervention des professionnels dans les salles de classes et l'intégration d'« Activités Génératrices de Revenus » dans la vie académique. Cette stratégie comprenait un mécanisme permettant de produire des activités qui permettrait de générer des connaissances commercialisables, de combler les écarts budgétaires et de promouvoir convenablement l'aptitude et la culture entrepreneuriale. La mesure visait à faciliter l'apprentissage expérimental à travers la production et le déploiement de connaissance commercialisables. Malheureusement, cette approche s'est limitée à un simple travail théorique, à la rhétorique et à la propagande. Pour la Banque Mondiale (2003), le système universitaire camerounais prépare des étudiants avec des formations complètes de licence et maîtrise qui répondent peu aux besoins des marchés du travail.

Le système Licence-Maîtrise-Doctorat (LMD) actuellement en cours d'essai initial, est apparu comme une panacée au chômage des diplômés. Conçu suivant le modèle unique de l'union Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), et la culture d'enseignement en contexte, il est considéré par certains analystes comme un produit occidental souffrant d'un mauvais ajustement. L'absence de ressources est critique, et l'engagement et la bonne foi de certaines parties prenantes par rapport à la production de la capacité appropriée, sont source de scepticisme. Certains observateurs considèrent que l'actuelle formation LMD répond aux besoins de la fonction publique et ne constitue pas une mesure d'éducation durable pour le secteur informel.

Des opportunités incertaines : Il a été observé que le problème de l'éducation durable au niveau du HE du Cameroun n'est pas seulement celui de pénurie de politiques et de stratégies, mais qu'il faille plutôt de répondre positivement aux paradigmes académiques existants. Les dispositions de la réforme universitaire (1993), du décret sur l'Orientation

de l'Enseignement Supérieur (2001) et le programme LMD (2007) sont des plateformes durables qui manquent d'opérations stratégiques. Ce n'est que par le biais de la pensée novatrice et créatrice que l'HE reconnaîtra la validité des connaissances indigènes africaines. Ceci détermine la pertinence de la technologie indigène dans l'enseignement durable, et un engagement fort avec la société en préparant l'attitude mentale entrepreneuriale pour la survie du secteur informel.

Serpell (2007: 24) a noté que « l'enseignement supérieur orthodoxe occidental tend à 'décontextualiser' le processus d'apprentissage en sortant les apprenants de la vie de tous les jours pour un monde détaché de réflexion permanente, en mettant l'accent sur des exercices structurés, l'étude de textes disciplinaires qui font autorité ». Ceci apparaît évident, mais l'institution de stratégies alternatives comblera l'écart entre la connaissance et la pratique et promouvra des moyens d'existence durables. Se focaliser sur le secteur informel, en prenant appui sur les dispositions d'enseignement de l'entrepreneuriat existant au niveau des universités, à travers des activités à base de projet, constituera une composante durable. Récemment, une approche axée sur la compétence (CBA) a été instauré au Cameroun dans les écoles primaires où les écoliers prennent part à des activités professionnelles agréées. Mise à part la compétence professionnelle, l'approche facilite aussi l'aptitude entrepreneuriale. L'extension de cette approche au secteur tertiaire constituera une stratégie viable pour la promotion de l'enseignement durable.

L'enseignement de l'entrepreneuriat au Cameroun est tronqué car étant impartie par les familles, le secteur traditionnel, les Organisations de la Société Civile et certains départements et structures de l'Etat. Peu d'institutions offrent une formation appropriée sur l'entrepreneuriat en tant que disposition durable de l'éducation durable dans les Facultés de Management. Le 8 février 2009, le Recteur de l'Université de Dschang, au cours de la présentation des vœux de nouvel an, a déclaré que l'enseignement de l'entrepreneuriat à l'échelle universitaire sera effectif à compter de l'année académique 2009/2010. Cette action prend appui sur les politiques de l'Enseignement Supérieur visant l'insertion des diplômés dans le secteur informel avec optimisme.

Conclusion: Selon Bloom et al (2006) l'éducation est largement acceptée comme un instrument de premier pour la promotion de la croissance économique. Cependant, pendant des décennies, les agences de développement ont négligé l'enseignement supérieur dans le développement économique durable. Ceci traduit la situation du Cameroun où des politiques et stratégies ont été à de simples rhétoriques et propagandes politiques. Le développement durable est un défi difficile, nonobstant les récentes stratégies peu durables d'impartition de connaissances. Le seul procédé fiable est le développement d'une pensée et des comportements qui garantissent la durabilité économique et sociétale ; et les défis de l'Enseignement Supérieur sont énormes étant donné que qu'il est la principale industrie de production de main d'œuvre. Une analyse récente identifie une crise de pertinence au niveau de la formation dans le secteur tertiaire, due à des stratégies 'eurocentriques' du cru qui ont plutôt renforcé la dépendance psychologique, la culture du consumérisme et le manque de profitabilité de l'investissement dans l'Enseignement Supérieur. Il est par conséquent évident les stratégies d'éducation durable à travers une pédagogie participative et transformatrice

garantira la promotion de l'exploration et de la découverte qui faciliteront le développement de compétences entrepreneuriales et la croissance du secteur informel. Ces dispositions transformeront l'état de demandeurs d'emploi des jeunes diplômés en celui de créateurs d'emplois, et aussi de la situation de dépendance psychologique et sociale en celle de pensée durable et d'autonomie (Fomba, 2008). En outre, ceci influencera l'insertion des diplômés dans un marché du travail turbulent et garantira des moyens d'existence durables dans un marché du travail rempli d'incertitudes.

Références

- Atchoerena, D. (2000). Introduction, In D. Atchoerena (Ed), *The transition of youths from school to work*, P. 1-12, Paris : IIEP/UNESCO
- Bloom, D., Canning, D. & Chan, K. (2006). *Higher Education and Economic Development in Africa*, World Bank: Human Development Sector Africa Region
- Brennan, L. (2005). *Integrating work based learning into higher education*, University Vocational Awards Council,
www.eric.ed.gov/ERICWebPortal/recordDetail?accno=ED369316-22k
- Fomba, E. (2008). "Lost in school-to-work transition: psychosocial lost experiences of young graduates in Cameroon", International colloquium on Jeunesse Africaine: Hier, Aujourd'hui et Demain, University of Dschang, Cameroon, December 10-12
- Inger, K.I. (2006). Adopting a comprehensive strategy for entrepreneurship education. In European Union (Final Proceeding), *Entrepreneurship education in Europe: fostering entrepreneurial mindsets through education and learning*, Oslo, 26-27 October
- Ingrid, P. and Yoshie, K. (2008). Introduction. In Ingrid, P. and Yoshie, K. (Eds), *The contribution of early childhood education to a sustainable society* (9-17), Paris: UNESCO
- Kafka, N. Stephenson, J. (2005): *Self-Sufficient Schools: Fostering Entrepreneurship to Finance Sustainable Education*, Paper presented at the APEID conference on Learning for Sustainable Development, Bangkok, December
- Katseli L (2005). *Financement du Développement de l'Afrique. Cinquième Forum sur les Perspectives Africaines : 2005: Qu'est-ce qui est nouveau pour l'Afrique ?* Organisé par l'OCDE le 16 juin Bercy.
- Mesue, W. (2007). *The German Fachhochschulen and this Sector in the Cameroon Higher Education System, Non-University Higher Education*. Retrieved on 13/08/08 at <http://inparametric.com/bhinablog/archives/85>
- Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP) (2007) : « Pour comprendre le système Licence-Master-Doctorat (LMD), Inspection Générale des Affaires Académiques : Yaoundé, Cameroun
- Othman, M., Ghazali, E. & Sung, Y. (2006). Graduate versus non-graduate entrepreneurs in urban Malaysia: some insights into entrepreneurial personality, company and family background differences, *Journal for International Business and Entrepreneurship Development*, Vol. 3, No. 1/2, pp.57-76.
- Phaho, D. (2008). *From silos to synergies: an institutional framework for growth and sustainability of innovative SMEs in South Africa, advancing small business and entrepreneurship: from research to results*, Halifax , Canada June 22-25

Ras, P. & Pretorius, M. (2007). An entrepreneurial education model for the Namibian higher education system, *Acta Commercii*, PP. 327-336

Rohweder, L. (2007). Education for sustainable development in business schools. In T. Kaivola & L. Rohweder (Eds). *Towards Sustainable Development in Higher Education – Reflections* (74-79), Publications of the Ministry of Education 2007:6: Finland

Serpell, R. (2007). Bridging between orthodox western higher educational practices and an African sociocultural context. *Comparative Education* Vol. 43, No. 1, February 2007, pp. 23–51

Sriram, V. and Mersha, T. (2006). Facilitating entrepreneurship in Sub-Saharan Africa, *Journal for International Business and Entrepreneurship Development*, Vol 3, Nos. 1/2, pp. 136-151

Streeter, D. & Jacquette, J. & Hovis, K. (2002). *University Wide entrepreneurship education: alternative models and current trend*, WP 2002-02, Department of Applied Economics and Management, Cornell University: New York

Commission Economique des Nations Unies pour l’Afrique (2006) Jeunesse et Développement Economique en Afrique, Cinquième Forum sur le Développement Africain –*Jeunesse et Leadership au 21^{ème} Siècle*, Addis Ababa : 26 Octobre.

United Nations (2002): UN Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014), Resolution 57/254. Retrieved on 10/01/09 at http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=23280&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Banque Mondiale (2003). Cameroun : Un projet de formation technique de l’enseignement supérieur (LIL), Rapport No : 25659, *Développement Humain III*, Région Afrique